L'hon. M. Pearson: Lorsque je faisais partie du gouvernement, j'ai voyagé à bord de ces avions, mais moins souvent qu'à bord de ceux d'Air-Canada et jamais je n'ai utilisé, comme le ministre des Transports (M. Hees), deux avions du gouvernement pour me rendre à ce qu'on a appelé des fonctions officielles. Quoi qu'il en soit, le ministre a peut-être lu cet article, dont l'auteur ne saurait certes être accusé de partialité politique inspirée par son allégeance ou ses préjugés politiques. Je parle de l'article que le professeur Neufeld, véritable autorité en la matière, a publié l'automne dernier dans le *Canadian Banker*. Voici ce que disait le professeur Neufeld, page 663, si le premier ministre veut s'y référer, car je veux l'aider de mon mieux à préparer sa réplique:

Le marché n'a pas tardé à voir, dans la tendance du gouvernement à accumuler des déficits considérables vers la fin de 1957, un achèvement vers la hausse des taux d'intérêt.

De fait, les taux d'intérêt ont commencé à monter vers le milieu de 1958, bien avant que la Banque du Canada ait mis un frein à l'expansion de la masse monétaire.

Cela a abouti, je le répète, à une augmentation sans précédent des taux d'intérêt, à un resserrement du crédit comme on n'en avait jamais vu et à la récession. D'une telle attitude à l'égard de la politique monétaire, monsieur l'Orateur, que peut-on escompter du point de vue des taux d'intérêt et de la cherté de l'argent quand l'économie connaît une période de complet redressement et peut-être de grande prospérité? La crise monétaire en question, car c'était bien cela, et le ministre en conviendra,...

L'hon. M. Fleming: Conviendra de quoi?

L'hon. M. Pearson: ... par laquelle nous sommes passés, et le ministre le reconnaîtra inévitablement,...

L'hon. M. Fleming: Parlez en votre nom.

L'hon. M. Pearson: ... a été aggravée par les exhortations trompeuses et purement partiales du premier ministre ne fournissant évidemment que des explications d'ordre politique sur la cause, l'effet et le châtement, et menaçant plutôt vertement de punir les agents du mal, qui étaient les gros méchants banquiers, bien entendu, et même de modifier au besoin la loi sur les banques. Il n'y avait alors aucun indice, aucune manifestation de cette initiative qui aurait fait renaître la confiance. Comme le disait alors le professeur Neufeld, et je me reporte de nouveau à l'article:

Malheureusement les déclarations intéressantes des décisions d'ordre économique sont encore trop empreintes d'esprit politique.

Le gouvernement actuel, le premier ministre se fait une gloire de le dire, ne suit pas,

[L'hon. M. Fleming.]

contrairement à ses méchants prédécesseurs, une politique de l'argent cher.

Le très hon. M. Diefenbaker: Citez-vous les paroles de quelqu'un? Personne n'a jamais dit rien de tel. (*Exclamations*). Monsieur l'Orateur, je me demande si ce n'est pas là un cri de la conscience. Je n'ai jamais parlé de mauvais prédécesseurs.

L'hon. M. Pearson: Je demanderais au premier ministre de se rappeler le discours qu'il a fait à Lethbridge et quelques autres discours où il a parlé de la politique de l'argent cher du gouvernement précédent et a dit que le gouvernement actuel ne suivait pas une telle politique. Comme je l'ai déjà dit, c'est un régime d'argent cher sans aucune politique, ce qui est encore pire. Si l'argent était rare, et s'il l'est encore, ce que les membres du gouvernement admettent,—le ministre des Finances l'admet,—

L'hon. M. Fleming: Il admet quoi?

L'hon. M. Pearson: ... l'explication donnée par le premier ministre et ses collègues sur le pourquoi de l'argent cher et trompeuse, pour ne pas dire plus. Le ministre des Finances, qui a étudié les sciences économiques à l'université, devrait savoir, il me semble: qu'un étudiant de première année du cours ordinaire serait trop renseigné pour avancer de semblables explications sur la politique de l'argent cher du gouvernement.

Voici les explications. Premièrement, la Banque du Canada restreint la masse monétaire et le gouvernement n'en est aucunement responsable. Deuxièmement, ils disent que cela provient d'une demande accrue de fonds dans le secteur privé, ce qui serait causé par une activité économique accrue.

La troisième raison, comme le premier ministre l'a dit lui-même lors de son apparition si intéressante à la télévision en novembre dernier, je crois, était la façon arbitraire dont les vilaines grosses banques favorisaient les gros méchants emprunteurs au détriment du bon petit emprunteur.

Permettez-moi de vous exposer les faits en ce qui concerne la masse monétaire et les responsables de la situation. La masse monétaire est restée stable depuis octobre 1958, comme le ministre devra l'admettre. Le passage suivant du dernier rapport du gouverneur de la Banque du Canada explique bien la situation et jette un peu de lumière sur ce qui se produit maintenant:

La masse monétaire avait été suffisamment accrue, non seulement pour nous permettre de sortir complètement de la récession, mais aussi pour assurer ensuite une bonne relance économique.

Voilà l'opinion du gouverneur de la Banque du Canada. A quoi tenait ce rapide accroissement monétaire de 1958 qui, au dire du